

# Kim Campbell

19<sup>e</sup> premier ministre du Canada

## Faits en bref

### *Mandat*

- 25 juin 1993 - 3 novembre 1993

### *Naissance*

- Le 10 mars 1947 à Port Alberni (Colombie-Britannique)

### *Études*

- Université de la Colombie-Britannique (baccalauréat en sciences politiques, 1969; LL.B., 1983)
- London School of Economics (études soviétiques, 1970-1973)

### *Vie privée*

- Mariée en 1972 à Nathan Divinsky (né en 1925)
- Divorcée en 1983
- Remariée en 1986 à Howard Eddy (né en 1937)
- Divorcée en 1993

### *Circonscription*

- 1988-1993, Vancouver-Centre (Colombie-Britannique)

### *Emplois*

- 1975-1978, chargée de cours en sciences politiques, Université de la Colombie-Britannique
- 1978-1981, chargée de cours en sciences politiques et en histoire, Collège communautaire de Vancouver
- 1980-1984, membre, conseil de direction, Conseil scolaire de Vancouver
- 1983, présidente, Conseil scolaire de Vancouver
- 1984, vice-présidente, Conseil scolaire de Vancouver
- 1985-1986, directrice, Bureau du premier ministre de la Colombie-Britannique
- 1986-1988, membre de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique
- 1993-1996, chargée de cours, Université Harvard
- 1996-2000, consule générale du Canada à Los Angeles

### *Parti politique*

- Progressiste-conservateur
- 1993, chef du parti

### *Autres charges*

- 1989-1990, ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)
- 1990-1993, ministre de la Justice et procureure générale du Canada
- 1993, ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants

### *Vie politique*

- Modification au Code criminel (contrôle des armes à feu), 1991
- Modification au Code criminel (agressions sexuelles), 1992
- Première femme à occuper le poste de premier ministre du Canada

## Biographie

*Dans une démocratie, gouverner ne consiste pas pour un petit groupe à faire quelque chose à tout le monde, ni même pour tout le monde, mais à le faire avec tout le monde.*

– Kim Campbell, le 25 mars 1993

Kim Campbell fait ici allusion à la démarche inclusive et participative qu'elle a adoptée alors qu'elle exerçait les fonctions de ministre de la Justice. Elle réussit à convaincre les Canadiens de réélire le Parti progressiste-conservateur en 1993, mais comme d'autres politiciens qui sont arrivés au pouvoir à la fin d'un long mandat de leur parti, elle ne parvient pas à s'affranchir d'un héritage malheureux. Comme Tupper, Meighen et Turner, elle ne dirige le Canada que pendant une brève période avant de subir une défaite électorale.

Avril Phaedra Douglas Campbell naît à Port Alberni (Colombie-Britannique) en 1947. Peu après sa naissance, ses parents s'installent à Vancouver, où son père étudie le droit à l'Université de la Colombie-Britannique. Lorsqu'elle atteint l'âge de douze ans, sa mère abandonne la famille. C'est alors qu'elle adopte le prénom de Kim. Malgré les difficultés familiales, elle obtient de bons résultats à l'école secondaire et s'intéresse à la vie politique étudiante; elle se porte candidate à la présidence du conseil étudiant et est élue. Elle devient ainsi la première jeune fille à accéder à la présidence de l'école secondaire Prince of Wales de Vancouver.

En 1964, elle fréquente l'Université de la Colombie-Britannique, où elle se spécialise en sciences politiques. Elle connaît de nouveau du succès en politique étudiante et devient la première jeune femme à être élue présidente des étudiants de première année. Une fois diplômée, elle poursuit des études de deuxième cycle à l'Institute of International Relations avant d'obtenir une bourse de la London School of Economics, où elle commence un doctorat en études soviétiques. Elle revient à Vancouver en 1973, sans avoir terminé sa thèse, et devient chargée de cours à l'Université de la Colombie-Britannique, puis au Collège communautaire de Vancouver.

En 1980, elle retourne à l'Université de la Colombie-Britannique pour étudier le droit. Elle s'intéresse aussi à la politique locale et est élue au Conseil scolaire de Vancouver pour un mandat de quatre ans. Son programme, axé sur les réductions financières, attire l'attention du Parti Crédit social au pouvoir en Colombie-Britannique, et on l'invite à se porter candidate aux élections provinciales de 1984. Elle n'est pas élue, mais se voit offrir un poste de conseillère en politiques dans le gouvernement créditiste de Bill Bennett l'année suivante. Lorsque Bennett démissionne en 1986, elle se présente comme chef provinciale, mais perd au profit de Bill Vander Zalm. Aux élections provinciales tenues la même année, elle est élue à l'Assemblée législative. Elle y fait sa marque en s'opposant ouvertement à la position restrictive du premier ministre sur l'avortement.

En 1988, elle est courtisée par le Parti progressiste-conservateur fédéral. La ministre vedette du Cabinet en Colombie-Britannique, Pat Carney, abandonne alors la politique, et l'on a besoin

d'un candidat pour la remplacer dans Vancouver-Centre. Kim Campbell accepte de se présenter dans cette circonscription et est élue aux élections de novembre 1988.

En 1989, on lui offre un poste au Cabinet comme ministre d'État aux Affaires indiennes et du Nord canadien. L'année suivante, elle devient la première femme ministre de la Justice au Canada. Elle fait alors véritablement ses preuves comme politicienne. Au lendemain du massacre de l'École Polytechnique de Montréal, l'opinion publique est favorable à un resserrement du contrôle des armes à feu au Canada. Toutefois, les lobbys des armes à feu restent puissants. Kim Campbell dépose un projet de loi visant à réglementer la possession et l'achat des armes à feu. Elle le défend avec vigueur et lutte contre l'opposition au sein de son propre parti. Le projet de loi est finalement adopté par le Parlement en novembre 1991.

Toujours en 1991, un jugement de la Cour suprême déclare inconstitutionnels les articles du Code criminel interdisant aux tribunaux d'interroger les victimes de viol sur leur passé sexuel. Kim Campbell mène alors des consultations auprès de groupes de femmes, d'associations d'avocats et de fonctionnaires afin de préparer une nouvelle loi visant à protéger les victimes tout en respectant la Constitution. Surnommé le projet de loi du « non, c'est non », le projet de loi C-49 introduit également une définition claire de la notion de consentement. Il franchit l'étape de la deuxième lecture à la Chambre des communes au cours d'un rare vote à l'unanimité des trois partis fédéraux.

En 1993, Kim Campbell devient ministre de la Défense nationale et est immédiatement mêlée aux débats sur l'achat d'hélicoptères EH-101 et la mort de quatre Somaliens tués par des parachutistes canadiens. Le premier ministre Mulroney annonce qu'il prend sa retraite, et l'on encourage Kim Campbell à se présenter comme chef du parti. Son seul adversaire sérieux est Jean Charest, et elle remporte la course lors d'un vote très serré au congrès de juin 1993. Elle devient alors la première femme à occuper le poste de premier ministre du Canada.

Toutefois, comme le mandat du gouvernement progressiste-conservateur s'achève, Kim Campbell convoque des élections pour octobre 1993. Elle ne peut pas surmonter le handicap de l'héritage des neuf années au pouvoir de son parti et doit faire les frais de l'insatisfaction de l'électorat envers le libre-échange, la taxe sur les produits et services, les échecs constitutionnels et la récession économique. Les progressistes-conservateurs subissent une défaite retentissante; parce qu'il ne leur reste plus que deux sièges à la Chambre des communes, ils perdent leur statut de parti officiel.

Kim Campbell elle-même perd son siège de Vancouver-Centre et retourne à l'enseignement, ayant accepté un poste de chargée de cours à l'Université Harvard.

## Relations internationales

À titre de ministre de la Défense nationale, dans le gouvernement Mulroney, Kim Campbell joue un rôle actif dans les affaires internationales. En juillet 1993, elle participe en tant que première ministre au Sommet du G7 tenu à Tokyo.

Au cours de son mandat comme ministre de la Défense nationale, elle a malheureusement été mêlée aux débats sur l'achat de 50 hélicoptères pour l'armée canadienne. Critiqué pour être très coûteux, le projet devient un enjeu majeur de la campagne électorale de l'automne 1993, et la controverse qu'il soulève contribue à la défaite des progressistes-conservateurs.

Le 16 septembre 1996, Kim Campbell est nommée consul général du Canada à Los Angeles, fonction qu'elle occupe jusqu'en 2000. Elle est aujourd'hui membre du Club de Madrid, une organisation vouée à la promotion de la démocratie dans le monde, qui réunit d'anciens présidents et premiers ministres de 51 pays.

## Anecdote

### Une première ministre qui chante

Pour devenir la première femme à occuper les postes de ministre de la Justice, de ministre de la Défense nationale et de premier ministre du Canada, Kim Campbell a dû maintenir une réputation de politicienne dure. Mais cette apparence combative cache une artiste douée. Dès son plus jeune âge, Kim Campbell manifeste des talents de musicienne; elle joue du piano et de la guitare. Enfant, elle fréquente l'église pentecôtiste d'un ami, préférant le gospel aux hymnes trop sages chantés à l'église anglicane de ses parents.

À l'école, elle participe à tous les spectacles comportant de la musique, de la danse ou des costumes inhabituels. À l'école de droit de l'Université de la Colombie-Britannique, dans les années 1970, elle écrit et met en scène des satires et des sketches ridiculisant l'establishment juridique et politique, pour divertir ses condisciples.

C'est probablement ce goût du théâtre qui a conduit Kim Campbell à poser pour cette « fameuse » photo comme ministre de la Justice. En robe de soirée sans bretelles, elle apparaît les épaules nues derrière une tenue officielle.

## Bibliographie

Bibliothèque nationale du Canada. « La très honorable A. Kim Campbell », *Femmes à l'honneur : leurs réalisations*, [www.collectionscanada.gc.ca/femmes/002026-822-f.html](http://www.collectionscanada.gc.ca/femmes/002026-822-f.html)

Bueckert, Dennis. *Kim Campbell: Above the Shoulders*, Hull (Québec), Voyageur Pub., 1993.

Campbell, Kim. *Kim Campbell*, Ottawa, s.n., 1993.

\_\_\_\_\_. *Sayings of Chairman Kim*, Montréal, Robert Davies Publ., 1993.

\_\_\_\_\_. *Time and Chance: The political Memoirs of Canada's First Woman Prime Minister*, Toronto, Doubleday Canada, 1996.

Davey, Frank. *Reading "Kim" Right*, Vancouver, Talonbooks, 1993.

Dobbin, Murray. *The politics of Kim Campbell: From School Board Trustee to Prime Minister*, Toronto, J. Lorimer, 1993.

Fife, Robert. *Kim Campbell: The Making of a Politician*, Toronto, Harper Collins, 1993.

Graham, Ron. *All the King's Horses: Politics Among the Ruins*, Toronto, Macfarlane Walter and Ross, 1995.

Granatstein, J. L. et Norman Hillmer. *Prime Ministers: Ranking Canada's Leaders*, Toronto, Harper Collins, 1999.

*Les premiers ministres du Canada, 1867-1994*, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].

*Les premiers ministres du Canada, 1867-1994 : biographies et anecdotes*, [Ottawa], Archives nationales du Canada, [1994].